

50567488/8

4991

(1944)

X

Application aux agents retraités de la S.N.C.F. de la loi
du 1er février 1944 sur l'utilisation et l'orientation de la
main d'oeuvre - Maintien en service ou reprise par la S.N.C.F.
de ces agents -

| | | | | | |
|---|------|-----|------|---|-------|
| | C.A. | 16. | 2.44 | 9 | Qd b) |
| Note du M.TP au Service de la Main d'oeuvre | | 4. | 3.44 | | |
| Communication à la S.N.C.F. | | 11. | 3.44 | | |
| Dépêche du MTP à la SNCF | | 21. | 4.44 | | |

Application aux agents retraités de la S.N.C.F. de la loi du 1er février 1944 sur l'utilisation
et l'orientation de la main-d'oeuvre

Paris, le 21 avril 1944

4491

Direction des Chemins de fer

Service de l'Organisation Sociale
et de la Main-d'Oeuvre

CS/LG - 42

- C O P I E -

*Il a été donné connaissance de
cette lettre au Conseil dans sa
séance du 26 avril 1944.
(N. Vigneaux pour M. P. V.)*

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la
Production Industrielle et aux Communications

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer

88, rue Saint-Lazare

PARIS

OBJET : Application aux agents retraités de la S.N.C.F. de la loi du
11 juillet 1938 et des textes subséquents.

REF: Ma lettre CS/LG 42 du 11 mars 1944.

La loi du 11 juillet 1938 (article 14) et le Règlement d'ad-
ministration publique du 28 novembre 1938 (article 14) prescrivent que
les personnes titulaires d'une pension de retraite ayant appartenu
à un titre quelconque aux services publics concédés ou non sont main-
tenues à la disposition du service dont elles faisaient partie pendant
une période de 5 ans à compter de la date de leur admission à la re-
traite, sous réserve de remplir les conditions d'aptitude physique et
intellectuelle nécessaires. Elles peuvent être rappelées en service
dans les conditions à fixer par ces Administrations ou Services.

D'autre part, le décret du 15 septembre 1939 (article 5) donne
délégation permanente du Ministre du Travail au Ministre des Travaux
Publics en ce qui concerne l'utilisation de la main-d'oeuvre des che-
mins de fer.

La satisfaction des besoins essentiels de l'économie nationale
exigeant le développement immédiat des moyens d'action des services de
la S.N.C.F., j'ai décidé en application des prescriptions ci-dessus
rappelées, de faire procéder au rappel de tous les retraités de la
S.N.C.F. rentrant dans le champ d'application de l'article 14 de la
loi précitée. Ce rappel permettra :

1°) d'affecter des retraités à des emplois n'exigeant pas une grande
activité physique et de permettre ainsi à la S.N.C.F. de libérer des
éléments plus valides et de diriger ces derniers sur des services plus
actifs.

2°) d'encadrer par des agents anciens bien au courant du service du
chemin de fer les recrues nouvelles dont le nombre va croissant.

Ce rappel sera limité, jusqu'à nouvel ordre, aux catégories
suivantes :

a) Retraités qui n'auront pas répondu à la date du 15 mai 1944

.....

à la demande de renseignements que vous leur avez adressée en application de ma lettre citée en référence.

b) Retraités qui, ayant répondu à cette demande de renseignements n'occupent pas l'un des emplois énumérés ci-après :

- Agriculture
- Mines Exploitations forestières
- Usines Rüstung
- Entreprises "S"
- Pêche
- Personnel technique et ouvriers spécialistes de recherches et de production d'hydro-carbure
- Personnel de l'Industrie des lubrifiants
- Organisation Tedt
- Voies ferrées d'intérêt local
- Conducteurs de tracteurs et personnel navigant de la navigation intérieure
- Transports routiers
- Police d'Etat
- Garde et Gendarmerie

Les postes auxquels seront affectés les retraités rappelés devront autant que possible être choisis pour leur permettre de rentrer chaque jour à leur résidence d'habitationL.

L'examen médical auquel la S.N.C.F. soumettra les intéressés devra tenir compte du caractère des emplois auxquels ils sont destinés.

Je vous prie de bien vouloir donner toutes instructions utiles à vos services pour l'application de la présente décision.

Les dispositions prévues dans ma lettre CS/LG 42 du 11 mars 1944 sont abrogées.

Vous serez ultérieurement avisé des dispositions qui auront été convenues avec le Secrétariat d'Etat au Travail en vue de l'enregistrement des rappels effectués.

signature.

Ministère
de la Production Industrielle
et des Communications

Paris, le 11 mars 1944

Direction des Chemins de fer

C O P I E

Service de la main-d'oeuvre

CS.LG 42

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle et aux Communications
et par intérim au Travail

à Monsieur le Président du Conseil d'Adminis-
tration de la Société Nationale des Chemins
de fer français
88, rue Saint-Lazare - Paris (9°)

OBJET : Application aux agents retraités de la S.N.C.F.
de la loi du 1er février 1944 étendant le champ
d'application de la loi du 4 septembre 1942 sur
l'utilisation et l'orientation de la main-d'oeuvre.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de
ma note du 4 mars 1944 à Monsieur le Secrétaire Général de la
main-d'oeuvre concernant l'application aux agents réformés
ou retraités de la S.N.C.F. de la loi n° 54 du 1er février
1944, étendant le champ d'application de la loi du 4 septem-
bre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-
d'oeuvre.

Je vous prie de bien vouloir donner toutes instruc-
tions utiles à vos services pour l'application des mesures
prévues par la dite note, dont le texte avait d'ailleurs été
arrêté en accord avec la Direction du Service Central du
Personnel de la S.N.C.F.

P. Le Secrétaire d'Etat et par autorisation

Le Directeur des Chemins de fer,
signé : MORANE.

Ministère
de la Production Industrielle
et des Communications

Paris, le 4 mars 1944

Direction des Chemins de fer

Service de la Main-d'oeuvre

CS/ LG 42

NOTE POUR M. LE SECRETAIRE GENERAL
A LA MAIN-D'OEUVRE

OBJET : Application aux agents retraités de la S.N.C.F. de la loi n° 54 du 1er février 1944 étendant le champ d'application de la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'oeuvre.

L'article 2 de la loi susvisée prévoit que toute personne du sexe masculin, âgée de seize ans au moins et de soixante ans au plus dans le trimestre en cours, et dont l'aptitude physique aura été médicalement constatée, peut être assujettie à effectuer tous travaux que le Gouvernement jugera utiles dans l'intérêt supérieur de la Nation.

Cette obligation intéresse un certain nombre d'agents ou d'anciens agents de la S.N.C.F. réformés ou retraités par celle-ci.

Du point de vue de l'économie nationale et en raison de l'insuffisance des effectifs actuels de la S.N.C.F., il convient que ceux de ces agents, présentant l'aptitude physique suffisante et n'appartenant pas à des entreprises protégées soient remis en service à cette Société.

A cet effet, j'ai donné mon accord à la S.N.C.F. sur l'envoi par celle-ci, à chaque retraité, d'une lettre du modèle ci-joint.

D'autre part, la S.N.C.F. maintiendra en activité tous ses agents actuellement en service n'ayant pas atteint l'âge de 60 ans et présentant les aptitudes physiques suffisantes.

Enfin, j'ai décidé que les agents retraités ou réformés seront soumis à un examen médical passé devant un médecin de la S.N.C.F., qui sera désigné spécialement à cet effet par elle.

En cas d'aptitude reconnue, l'agent sera, suivant le cas, maintenu ou repris en service par la S.N.C.F.

En cas d'inaptitude, le médecin de la S.N.C.F. établira un certificat médical du modèle ci-joint, constatant

l'inaptitude définitive de l'intéressé à tout emploi. Ce certificat sera envoyé en double exemplaire au Directeur Départemental de la Main d'oeuvre par le Chef d'Arrondissement S.N.C.F. qui aura convoqué l'agent. Ce certificat médical sera ensuite visé par le Médecin Inspecteur Départemental de la Main d'oeuvre de façon que l'intéressé soit classé par le Directeur départemental de la Main d'oeuvre inapte à tous travaux. Un exemplaire du certificat sera retourné par celui-ci au Chef d'Arrondissement de la S.N.C.F.

Je vous prie de donner aux Directeurs Régionaux et Départementaux de la Main d'oeuvre les instructions utiles en vue de l'application de la présente note dont j'adresse par ailleurs copie à M. le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle
et aux Communications
et par intérim au Travail,
signé : BICHELONNE.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

Paris, le

1ère Division

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu de la loi du 1er février 1944 étendant le champ d'application de la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la Main d'oeuvre et notamment en vertu des articles 2, 8 et 9 (1) de la loi du 4 septembre 1942 modifiée par la loi du 1er février 1944, vous êtes susceptible de recevoir une affectation d'office dans un emploi fixé par les Services de la Main d'oeuvre (Direction Départementale de la Main d'oeuvre).

Vous ne pourriez éviter cette affectation que si vous étiez actuellement occupé dans l'un des emplois énumérés dans la liste ci-contre.

Dans le cas contraire, vous auriez tout intérêt à reprendre à la S.N.C.F. soit votre ancien emploi, soit tout autre emploi compatible avec vos aptitudes.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir, en me retournant après l'avoir remplie la formule que vous trouverez au dos de la présente note, me faire connaître si vous occupez un emploi salarié et dans l'affirmative m'indiquer quel est cet emploi ainsi que le nom et l'adresse de votre employeur.

Le Directeur,

-
- (1) Art. 2 - "Tous les Français ou ressortissants français résidant en France et dont l'aptitude physique aura été médicalement constatée peuvent être assujettis à effectuer tous travaux que le Gouvernement jugera utiles dans l'intérêt supérieur de la Nation.

"Cette obligation concerne :

"Toute personne du sexe masculin atteignant seize ans au moins et soixante ans au plus dans le trimestre en cours. Les affectations correspondantes devront désigner un lieu de travail situé en France si l'intéressé est âgé de moins de 18 ans.

Art. 8. - "Toute personne soumise à l'obligation résultant de l'article 2 devra pouvoir justifier d'un emploi utile aux besoins du Pays.

Art. 9. - " Si cette justification n'est pas fournie, la personne intéressée pourra être assujettie à un travail qui lui sera désigné par les services dépendant du Secrétariat d'Etat au Travail".

.....

M. Le Directeur du Service Central du Personnel (Service des Retraites) 11, rue de Chateau-Landon - Paris (10°)

J'ai l'honneur de vous faire connaître que :
j'occupe actuellement l'emploi indiqué ci-après } (1)
je n'occupe actuellement aucun emploi

Emploi occupé :

Nom et adresse et, le cas échéant, raison sociale de l'employeur:

Je désire reprendre du service à la S.N.C.F. (2), autant que possible dans l'emploi et la résidence de.....
ou, à défaut, aux emplois et résidences de.....

(signature)

- | | |
|--|------------------------|
| - Agriculture | - Transports routiers |
| - Mines | - Police d'Etat |
| - Exploitations forestières | - Garde et Gendarmerie |
| - Usines Rüstung | |
| - Entreprise "S" | |
| - Pêche | |
| - Personnel technique et ouvriers spécialistes de recherches et de production d'hydro-carbure. | |
| - Personnel de l'Industrie des lubrifiants | |
| - Organisation TODT | |
| - Voies ferrées d'intérêt local | |
| - Conducteurs de tracteurs et personnel naviguant de la navigation intérieure. | |

(1) Rayer la mention inutile

(2) Votre rémunération comportera, en général, le cumul de votre pension et de la rémunération d'auxiliaire correspondant à l'emploi que vous pourrez tenir.

S.N.C.F.

Confidentiel sous
pli fermé

DEMANDE DE CERTIFICAT MEDICAL
présentée par
M. le Chef d'Arrondissement
de
(adresse) à ...

Nom et prénom :
N° de la Caisse de Prévoyance :
et de la Caisse des Retraites :
Adresse domiciliaire :
En Service (1) - retraité.
Etablissement d'attache.

Monsieur le Docteur,
Médecin de la S.N.C.F. à

est prié de bien vouloir me faire connaître si l'agent susnommé
âgé de est définitivement inapte à tout emploi.

Dans l'affirmative, il est prié de bien vouloir compléter
et signer les 2 bulletins ci-joints.

A le
Le Chef d'Arrondissement,

RETOUR à M. le Chef d'Arrondissement de
à
(adresse) :

- après nécessaire fait
- l'examen médical auquel il a été procédé ne permet pas d'indiquer
que M. est définitivement inapte à tout emploi.

A le
Le médecin de la S.N.C.F.

(1) rayer la mention inutile

S.N.C.F.

Confidentiel sous
pli fermé

CERTIFICAT MEDICAL

Nom et prénom :
N° de la Caisse de Prévoyance :
et de la Caisse des Retraites :
Adresse domiciliaire :
En service (1) - retraité -
Etablissement d'attache:

Je soussigné, Docteur
Médecin de la S.N.C.F. à

certifie que l'agent susnommé, âgé de
inapte à tout emploi.

est définitivement

A le
Le Médecin de la S.N.C.F.

Visa du Médecin Inspecteur départemental
de la main-d'oeuvre.

TRANSMIS à M. le Directeur départemental à la main-d'oeuvre
(adresse)

en le priant de bien vouloir noter que M. est définitivement
inapte à tout emploi ainsi qu'il résulte du certificat ci-
dessus signé par M. le Docteur Médecin de la S.N.C.F.
à ; me retourner cet exemplaire après l'avoir fait viser
par M. le Médecin Inspecteur départemental de la main-d'oeuvre et con-
server l'exemplaire joint pour ses besoins.

A le
Le Chef d'Arrondissement de la S.N.C.F.

RETOURNE à M. le Chef d'Arrondissement de la S.N.C.F. à
après nécessaire fait.

A le
Le Directeur départemental de la M.O.

(1) Rayer la mention inutile.

Confidentiel sous
pli fermé

Nom et Prénom
N° de la Caisse de Prévoyance :
et de la Caisse des Retraites :
Adresse domiciliaire :
En Service (1) - retraité -
Etablissement d'attache :

Je soussigné, Docteur
Médecin de la S.N.C.F. à

certifie que l'agent susnommé, âgé de _____ est définitivement
inapte à tout emploi.

A le
Le Médecin de la S.N.C.F.

Visa du Médecin Inspecteur départemental
de la Main-d'Oeuvre

(1) Rayer la mention inutile

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 16 février 1944

Questions diverses

b) Loi du 1er février 1944 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'oeuvre.

P.V. (p.4)

M. LE PRESIDENT indique que la loi du 1er février 1944, étendant le champ d'application de la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'oeuvre, prévoit la possibilité d'assujettir aux travaux que le Gouvernement jugera utiles dans l'intérêt supérieur de la Nation toute personne du sexe masculin jusqu'à l'âge de 60 ans.

Or, les règlements fixent actuellement à 55 ans la limite d'âge pour la mise à la retraite des agents du Chemin de fer. En fait, depuis plusieurs années, cette limite a été progressivement reculée, la S.N.C.F. ne laissant plus partir en retraite à partir de 55 ans que les agents qui ne sont plus aptes à rendre les services attendus d'eux.

Par suite de la promulgation de la nouvelle loi, cette règle devra être appliquée plus rigoureusement encore et, jusqu'à l'âge de 60 ans, seuls seront acceptés désormais les départs pour réforme, révocation ou dans l'intérêt de la discipline; il serait anormal, en effet, qu'un agent, quittant ses fonctions à la S.N.C.F., puisse être, ensuite, requis dans un nouvel emploi étranger au Chemin de fer. Les contacts nécessaires seront pris, de telle manière que les conditions nouvelles de départ admises par la S.N.C.F. soient également valables au regard du Service du Travail Obligatoire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT précise qu'au cours d'un entretien récent avec le Secrétaire Général à la Main-d'Oeuvre, il s'est mis d'accord avec ce dernier sur les dispositions qui permettront d'éviter qu'un agent réformé par la S.N.C.F. risque d'être ensuite reconnu apte au travail obligatoire.

M. LIAUD demande quelle sera la situation des agents déjà en retraite et qui n'ont pas atteint l'âge de 60 ans.

M. LE BESNERAIS répond que l'examen poursuivi avec le Service du Travail Obligatoire visera également cette question.

Après échange de vues auquel prend part, en outre, M. DEVINAT, le Conseil se déclare d'accord sur les mesures ainsi envisagées.

b) loi du 1er février 1944 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'œuvre.-

M. LE PRESIDENT.- La loi du 1er février 1944, étendant le champ d'application de la loi du 4 septembre 1942 sur l'utilisation et l'orientation de la main-d'œuvre, prévoit la possibilité d'assujettir aux travaux que le Gouvernement jugera utiles dans l'intérêt supérieur de la Nation toute personne du sexe masculin jusqu'à l'âge de 60 ans.

Or, les règlements fixent actuellement à 55 ans la limite d'âge pour la mise à la retraite des agents du Chemin de fer. En fait, depuis plusieurs années, cette limite a été progressivement reculée, la S.N.C.F. ne laissant plus partir en retraite à partir de 55 ans que les agents qui ne sont plus aptes à rendre les services attendus d'eux.

Par suite de la promulgation de la nouvelle loi, cette règle devra être appliquée plus rigoureusement encore et, jusqu'à l'âge de 60 ans, seuls seront acceptés désormais les départs pour réforme, révocation ou dans l'intérêt de la discipline; il serait anormal, en effet, qu'un agent, quittant ses fonctions à la S.N.C.F. puisse être, ensuite, requis dans un nouvel emploi étranger au chemin de fer. Les contacts nécessaires seront pris de telle manière que les conditions nouvelles de départ admises par la S.N.C.F. soient également valables au regard du Service du Travail Obligatoire.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- Au cours d'un entretien que j'ai eu avec le Secrétaire Général à la Main-d'Œuvre, nous nous sommes mis d'accord sur les dispositions à prendre afin d'éviter qu'un agent réformé par la S.N.C.F. puisse être reconnu apte au Service du Travail Obligatoire. Il faut, en effet, que les examens médicaux que la S.N.C.F. aura fait subir avant de décider de la réforme d'un agent soient reconnus valables par le Commissariat à la Main-d'Œuvre.

M. LIAUD.- Quelle va être la situation des agents partis en retraite et qui n'ont pas dépassé l'âge de 60 ans ?

M. LE BRUNERAI.- L'examen poursuivi avec le Service du Travail Obligatoire visera également cette question.

M. DEVINAT.- Il y a une sorte d'option pour le service de la S.N.C.F.

M. LE BRUNERAI.- Il y a intérêt à ce que quelqu'un qui a fait sa carrière au Chemin de fer et qui est susceptible d'être requis par le S.T.O. soit repris au service du Chemin de fer.

Le Conseil se déclare d'accord sur les mesures ainsi envisagées.